

[A translated English version of the original French letter can be found below]

Montréal, le 6 juin 2018

M. Philippe Couillard
Premier ministre
Édifice Honoré-Mercier
835, boulevard René-Lévesque Est, 3e étage
Québec (Québec) G1A 1B4

cc: M. Gaétan Barrette
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Édifice Catherine-De Longpré
1075, chemin Sainte-Foy, 15e étage
Québec (Quebec) G1S 2M1

Réf: Évacuation d'enfants sans escorte à bord de l'avion *Challenger* du service ÉVAQ

Monsieur le Premier ministre,

Médecins québécois pour le régime public (MGRP) suit le dossier de l'accompagnement des mineurs lors des évacuations par *Challenger*, l'avion-hôpital du service *Évacuations aéromédicales du Québec* (ÉVAQ), depuis plusieurs mois. Notre mandat de promouvoir un système de santé public fort et de qualité comprend un accès équitable pour l'entière population du Québec, et ce peu importe le lieu de résidence ou l'origine ethnoculturelle.

Vous n'êtes pas sans connaître cette situation qui a déjà largement fait les manchettes depuis janvier¹ et qui a suscité un intérêt dans le reste du Canada² et du monde³ plus récemment: depuis des années des enfants sont transportés seuls, sans parent ou tuteur, vers des centres tertiaires dans les milieux urbains pour des soins critiques. D'ailleurs, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) vous avait interpellé⁴ sur cet enjeu en 2005, alors que vous étiez ministre de la santé et des Services sociaux. Il nous apparaît nécessaire de ramener à votre attention cette situation inacceptable qui perdure depuis trop longtemps et que nous nous devons de dénoncer à nouveau.

¹ « Enfants autochtones: une pratique d'évacuation «barbare» »
<http://www.lapresse.ca/actualites/sante/201801/24/01-5151227-enfants-autochtones-une-pratique-devacuation-barbare.php>

² « Quebec's air ambulance policy separating kids from parents reeks of paternalism »
<https://www.theglobeandmail.com/opinion/quebecs-air-ambulance-policy-separating-kids-from-parents-reeks-of-paternalism/article37869514/>

³ « Separating sick Inuit kids and parents is medical colonialism all over again »
<https://www.theguardian.com/world/commentisfree/2018/may/17/separating-sick-inuit-kids-from-their-parents-is-medical-colonialism-all-over-again>

⁴ « Transport des enfants en bas âge par les avions-ambulances »
https://www.cerp.gouv.qc.ca/fileadmin/Fichiers_clients/Documents_deposes_a_la_Commission/P-498.pdf

Le 15 février 2018, le ministre de la Santé a convoqué les médias pour annoncer la fin de cette pratique, notant que quelques semaines seraient nécessaires pour mettre les mesures en place. Pourtant, des mois ont passé et des enfants, terrifiés, continuent d'être systématiquement évacués seuls. Les parents ne comprennent encore moins qu'avant pourquoi on leur refuse l'accès à bord, jusqu'à ce jour. De plus, nous avons depuis appris qu'aucune politique écrite ne soutenait le refus de l'accompagnement parental⁵. Pourquoi avoir refusé pendant toutes ces années alors? Et pourquoi, depuis l'annonce, les choses n'ont-elles pas changé?

Cette situation dramatique a des conséquences néfastes pour l'enfant et sa famille. Les équipes de soins des régions éloignées et des centres universitaires ont dénoncé cette pratique parce qu'on ne peut pas prodiguer des soins de santé de qualité à un mineur non accompagné. Le choc de la séparation peut induire un stress délétère à la condition de santé de l'enfant, sans compter les effets post-traumatiques à plus long terme. Les enfants du Québec ont droit à la santé, et ce, dans un environnement sécuritaire et culturellement approprié. Cette situation est tout aussi inacceptable pour les parents, qui se retrouvent loin de leur enfant, incapables d'être impliqués dans des décisions médicales cruciales et d'agir comme soutien émotionnel et psychologique.

Bien que tous les enfants québécois transportés à bord du *Challenger* de l'ÉVAQ soient victimes de cet état de fait, il est impératif de rappeler que ce sont principalement les enfants autochtones qui en font les frais. Les jeunes Inuits et Cris, dont les communautés sont éloignées des grands centres, sont plus souvent transportés par avion pour des soins urgents. Les enfants du Nunavik sont encore plus touchés par la pratique, alors qu'aucune route ne relie les villages entre eux, ou au sud du Québec. Dans certains cas, les parents ne pourront rejoindre leur enfant qu'après quelques jours car il n'y a qu'un vol commercial par jour, qu'il n'y en a pas tous les jours, et ce, sans compter les délais météorologiques fréquents. Ces enfants sont déjà plus à risque de traumatismes accidentels et d'infections vu les conditions de vie au Nunavik, où les logements manquent cruellement et les aliments frais sont hors de prix. Cette situation doit être résolue en agissant sur les déterminants structurels et sociaux de la santé, mais pour le moment le gouvernement place ces enfants devant un double obstacle: ils requièrent plus souvent que les autres enfants au Québec des soins urgents et sont souvent obligés d'être évacués via ÉVAQ.

Alors que la voie terrestre ou de petits avions de compagnies d'évacuation privées sont parfois utilisés en Abitibi ou aux Terres cries de la Baie James pour des évacuations vers les centres tertiaires, les enfants du Nunavik n'ont souvent pas d'autres options que le *Challenger* d'ÉVAQ pour les soins urgents. Il est particulièrement inexplicable de maintenir une telle ligne de conduite alors qu'à bord de plus petits avions - *King*, *Twin Otter*, etc. - des enfants et des adultes sont régulièrement évacués de petits villages vers Kuujuaq ou Puvirnituq, systématiquement avec une escorte familiale. Dans les villages des Terres cries, lorsque les évacuations sont faites à bord de ces petits avions plutôt que le *Challenger*, une escorte est présente à bord pour le patient. S'il est possible, dans des avions beaucoup plus petits, moins stables, moins équipés et plus lents, d'évacuer un ou deux patients et leurs escortes respectives en plus du personnel soignant, il n'existe pas de raison technique pour que ce ne soit pas possible dans un avion comme le *Challenger*.

⁵ « Avion-ambulance: de jeunes patients sont encore évacués du Nunavik sans leurs parents »
<https://www.ledevoir.com/societe/526876/des-enfants-sont-encore-evacues-du-nunavik-sans-leurs-parents>

Vous n'êtes pas sans savoir que de jeunes enfants autochtones ont été, pendant des décennies, arrachés à leur famille, parfois par avion, pour être « placés » au Sud. Les conséquences vives et désastreuses de cette pratique persistent à ce jour. Il est d'autant plus inacceptable de séparer enfants et parents dans ce contexte colonial. Pour les soignants qui oeuvrent dans ces communautés et voient les conséquences de ces politiques quotidiennement, évacuer des enfants sans parents est injustifiable. En 2018, le Québec doit mieux faire pour les jeunes autochtones.

La littérature scientifique est maintenant sans équivoque: les enfants doivent être accompagnés par leurs parents ou tuteurs tout au long de leurs soins médicaux. La province du Québec est seule au Canada à ne pas permettre l'accompagnement parental pour ces évacuations aéromédicales. Si des modifications importantes sont à faire au plus vieil appareil *Challenger*, qu'elles soient faites rapidement; s'il faut acheter un nouvel avion-hôpital pour le remplacer, qu'on le fasse. Contrairement à la réponse du ministre de la Santé quand il a été interpellé sur cet enjeu lors de l'étude des crédits budgétaires le 1er mai 2018⁶, l'on ne peut pas lésiner quant à la santé mentale et physique de ces enfants.

Votre action dans ce dossier est urgente. Nous espérons une annonce officielle de l'application d'une politique « Tiens ma main » favorisant l'accompagnement parental par défaut. Une telle politique doit être transparente et imputable. Nous demandons au gouvernement une date précise d'application, que le libellé de cette politique soit public et précis. L'option offerte par défaut devrait être un accompagnement parental systématique des mineurs. Si l'ÉVAQ juge que c'est impossible dans un cas précis, il est important que ce soit une pratique rare et documentée. Ainsi, nous demandons que les statistiques sur l'évacuation des mineurs soient publiques et qu'à partir de l'implémentation d'une politique « Tiens ma main » il soit obligatoire de consigner chaque évacuation d'un enfant en documentant si l'enfant était accompagné et, si non, d'en expliquer les motifs.

La situation présente ne peut plus durer. Le bien-être, voire la vie, de ces enfants en dépend.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de nos cordiales salutations.

Le Conseil d'administration (CA) de MQRP

Cette lettre est endossée par les organisations suivantes:

- Association des pédiatres du Québec (APQ)
- Association des résidents de McGill (ARM)
- Association pour la santé publique du Québec (ASPQ)
- Association Québécoise des Infirmières et infirmiers (AQII)
- Coalition Solidarité Santé
- Conseil pour la protection des malades (CPM)
- Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
- First Nations Child and Family Caring Society of Canada
- Infirmières en Mouvement

⁶ « Étude des crédits budgétaires 2018-2019 du Ministère de la Santé et des Services sociaux, volet santé et accessibilité aux soins » <http://www.assnat.qc.ca/fr/video-audio/archives-parlementaires/travaux-commissions/AudioVideo-76427.html?support=video>

- Institut Culturel Avataq
- Jeunes médecins pour la santé publique (JMPSP)
- Ligue des droits & libertés
- McGill Nurses for Healthy Policy
- Médecins du Monde
- Nunavik Sivunitsavut
- Ordre des travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec
- Société canadienne de pédiatrie
- Syndicat des professionnels en soins de la Baie d'Ungava (SPSBU)

Cette lettre a aussi été endossée par les organisations suivantes après qu'elle ait été envoyée et publiée, en date du 7 juin:

- Syndicat des professionnels en soins de la Baie d'Ungava (SPSBU)
- Bureau international des droits des enfants
- FSSS-CSN
- IFMSA-Qc

[This is a translated version of the original letter that was sent to Premier Philippe Couillard]

Montreal, June 6th 2018

M. Philippe Couillard
Premier ministre
Édifice Honoré-Mercier
835, boulevard René-Lévesque Est, 3e étage
Québec (Québec)
G1A 1B4

cc: M. Gaétan Barrette
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Édifice Catherine-De Longpré
1075, chemin Sainte-Foy, 15e étage
Québec (Quebec)
G1S 2M1

Re: Medical evacuation of children without a caregiver on ÉVAQ Challenger aircraft

Dear Premier,

For several months, *Médecins québécois pour le régime public* (MQRP) has been following the issue of the evacuation of unaccompanied minors on Challenger air-ambulance planes, which is under the responsibility of *Évacuations aéromédicales du Québec* (ÉVAQ). Our organization's mandate to promote a strong, high-quality public health-care system includes ensuring equitable access for the entire population of Québec, regardless of geographical location or ethno-cultural background.

You are no doubt aware of this situation which has made headlines since January, resulting in press coverage in the rest of Canada and more recently around the world: for years, children have been transported alone, without caregivers, to tertiary-care pediatric facilities in urban settings for critical treatment. You may recall that the Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) requested your intervention in this matter in 2005 when you were Health Minister. We consider it essential to bring this unacceptable situation to your attention once again. It has persisted much too long, and we feel obliged to add our voice to those denouncing it.

On February 15, 2018, the Health Minister announced to the press that this practice would end, noting, however, that it would take several weeks to put the required measures in place. Despite this statement, months have passed and children, terrified, continue to be systematically evacuated alone. Caregivers are bewildered as to why they continue to be refused from boarding the Challenger. Moreover, we have since learned that there has never been any written policy mandating the refusal to allow a caregiver to accompany their child. If this is the case, why has

parental accompaniment been refused for all these years? And why, given the Minister's statement, has nothing changed on the ground since?

This dramatic situation has obvious negative consequences for children and their families. Healthcare providers in remote areas and at university hospital centres have denounced the practice given that it is impossible to provide quality health care to an unaccompanied minor. The trauma resulting from separation may result in a deleterious stress on the child's health, not to mention the possibility of a post-traumatic stress disorder. Children living in Québec have the right to health care provided in a safe and culturally-appropriate environment. The current situation is equally unacceptable for caregivers, isolated far from their child, and unable to be involved in crucial medical decisions or to provide their child with needed emotional and psychological support.

Although all children transported aboard ÉVAQ's Challenger air-ambulance face this problem, Indigenous children are disproportionately impacted by this practice. Inuit and Cree children, who often live in remote communities far from major urban centres, are most commonly transported by medevac to receive emergency medical care. The children of Nunavik are especially affected, since their communities are not linked by road, nor are they connected by road to southern Québec. In some cases, a caregiver may not be able to join their child for several days, since there is only one commercial flight per day, not every day, and such flight may get delayed because of difficult weather conditions or cancelled altogether. These children are already at greater risk of accidents or infections given the conditions of life in Nunavik, where housing shortages are rampant and the cost of fresh food makes it unaffordable. Fundamentally, this situation can only be resolved by acting on the underlying structural and social determinants of health, but at present the government is placing these children in double jeopardy: they require emergency care more often than other Québec children, and more often must be evacuated by ÉVAQ.

In Abitibi and in the James Bay Cree territory, evacuation for advanced and urgent medical care can occasionally take place by road or using small aircraft of private evacuation companies, but Nunavik's children must rely on ÉVAQ's Challenger aircraft. The current situation is particularly inexplicable given that smaller aircraft — *King*, *Twin Otter*, etc. — regularly evacuate both children and adults accompanied by a family member from smaller villages to Kuujuaq or Puvirnituk. In Cree communities, when evacuations are done aboard these planes rather than the Challenger, an escort accompanies the patient. If it is possible to evacuate one or two patients along with their respective escorts and the healthcare personnel in much smaller planes – that are slower, less stable and less equipped –there is no technical reason why this is not possible in an aircraft like the Challenger.

We all know that for decades, young Indigenous children were torn away from their families, often by plane, and placed in residential schools or foster homes. The real and disastrous consequences of this history continue to affect Indigenous communities to this very day. Given this colonial reality, it is all the more unacceptable to separate parents and children. For healthcare providers working in these communities who bear witness to the consequences of these practices and policies on a daily basis, transferring these children without caregivers is simply unjustifiable. In 2018, Québec can and must do better.

The scientific literature is unequivocal: children must be accompanied by a caregiver throughout their medical care. Québec is the only province in Canada to systematically prevent a parent or

guardian from accompanying their child during these medical evacuations by plane. If major modifications must be made to the older Challenger jet, they should be completed rapidly; if a new air-ambulance must be purchased to replace it, this should be done expeditiously. Contrary to the statements of the Health Minister when asked about this situation during budgetary discussions on May 1, 2018, we cannot skimp on the mental and physical health of these children.

It is urgent that you take action on this issue. We hope that an official announcement implementing “A Hand to Hold” policy, encouraging caregiver accompaniment as a standard practice, will be quickly forthcoming. Such a policy must be transparent with clear lines of responsibility and accountability. We demand that the government provide an exact date for this policy’s implementation, and that the wording of the policy be public and precise. Caregiver accompaniment of minor children must be the default option offered to families. If the ÉVAQ transport team considers that this is not possible in an exceptional situation, it must be clearly documented. Accordingly, we demand that statistics on the medical evacuation of minors be made public and, as soon as “A Hand to Hold” policy is implemented, every pediatric evacuation must be documented, clearly indicating if the child was accompanied, and providing a justification if not.

The current situation cannot continue. A change is long overdue. The welfare, if not the very lives, of these children depend on it.

Sincerely,

The MQRP Board of Administrators

This letter was endorsed by the following organizations:

- Association des pédiatres du Québec (APQ)
- Association of residents of McGill (ARM)
- Association pour la santé publique du Québec (ASPQ)
- Association Québécoise des Infirmières et infirmiers (AQII)
- Coalition Solidarité Santé
- Conseil pour la protection des malades (CPM)
- Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)
- First Nations Child and Family Caring Society of Canada
- Infirmières en Mouvement
- Institut Culturel Avataq
- Jeunes médecins pour la santé publique (JMPSP)
- Ligue des droits & libertés
- McGill Nurses for Healthy Policy
- Médecins du Monde
- Nunavik Sivunitsavut
- Ordre des travailleurs sociaux et thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec (OTSTCFQ)
- Société canadienne de pédiatrie (SCP)
- Syndicat des professionnels en soins de la Baie d'Ungava (SPSBU)